

Michel Combes : l'itinéraire politique

P. Couturier, 2 décembre 2019

1. Saint Malo, un symbole

Michel est né à Saint Malo le 2 juillet 1939, peu de temps avant la déclaration de la seconde guerre mondiale. Cette ville où il a gardé ses racines toute sa vie a la valeur symbolique d'une ville rasée par les bombardements que la reconstruction a rendu encore plus vivante et plus attrayante, Michel était un bâtisseur.

C'est aussi la ville de Surcouf, dont Michel pourrait se réclamer par bien des aspects : l'appel des grands espaces et des projets audacieux, la confiance en soi qui lui permettait de partir à l'abordage d'obstacles apparemment insurmontables, la conduite d'équipages soudés.

Comparaison n'est pas raison. Michel n'était pas un négrier, et ne recherchait pas la fortune financière ; tout au contraire, les objectifs étaient immatériels, c'étaient la réussite des projets et les découvertes scientifiques.

2. Les débuts de l'engagement politique

Le père de Michel était professeur d'école normale, sa mère directrice d'école ; je suppose que cela a compté dans l'orientation des études de Michel. En 1956 il va entrer en classe préparatoire aux grandes écoles ; la seule « prépa » qui donnait plus de poids à la physique qu'aux mathématiques était la taupe « atomique » de Janson de Sailly. Elle avait été créée par Georges Guinier deux ans auparavant et présentait l'avantage de fournir un enseignement de physique résolument ouvert sur les domaines récemment balisés par la recherche. Cette prépa de Janson était la seule à être mixte et à accueillir des bachelier(e)s scientifiques de toutes les régions de France. Le lycée avait un internat pour les garçons, un foyer hébergeait, pas très loin de là, les jeunes filles. Dans l'hypotaube Atom se développait une forte singularité par rapport aux autres classes préparatoires (surtout celles de Navale et de Saint-Cyr) et par rapport aux externes résidant dans le XVIème arrondissement.

Michel a très vite sympathisé avec Jean-Marc Lévy Leblond et quelques autres condisciples pour constituer dans le lycée un petit groupe d'étudiants communistes.

Ils avaient leur carte du Parti communiste et, dans le début de l'année 1957, ils se sont incorporés dans l'Union des Etudiants Communistes Français qui venait de se constituer. L'anti-stalinisme et l'opposition interne au PCF se cristallisent très vite dans l'UEC et dans le journal « Clarté » qui acquiert une certaine autonomie par rapport aux instances dirigeantes du parti .

Tandis que les dirigeants du PCF minimisaient la dénonciation des crimes du stalinisme par le « rapport attribué au camarade Khrouchtchev » Michel, comme la plupart des jeunes de l'UEC, remet en cause le stalinisme et ses effets dans les « partis frères », notamment dans le parti communiste français. La répression de l'insurrection de Budapest renforce la contestation, mais Michel, comme beaucoup de ses camarades, préfère lutter à l'intérieur du Parti pour le transformer, plutôt que de renoncer au désir de changer la société en se marginalisant.

La guerre d'Algérie est la préoccupation centrale des jeunes militants de l'époque. Sous le gouvernement de Guy Mollet, la croissance de la répression du mouvement de libération en Algérie conduit à augmenter le nombre des appelés et rappelés et la durée du service militaire. Les appelés bloquent les trains qui les mènent vers les casernes en tirant le signal d'alarme et en se couchant en travers des voies. La chanson interdite de Boris Vian, « Le déserteur », est chantée en groupe par de nombreux jeunes lycéens et étudiants qui commencent à craindre la suppression du sursis accordé aux étudiants

Le mot d'ordre du Parti est « Paix en Algérie ». Les étudiants communistes coordonnés au niveau parisien sont plus radicaux et militent pour l'insoumission, l'indépendance du peuple algérien et la fin de la colonisation. A Janson, Michel n'a pas de contact avec les hiérarques du parti, en revanche il est en interaction fréquente avec les étudiants parisiens militant à l'UNEF et dans les groupes agissant en marge des organisations politiques traditionnelles. Son agitation militante déborde des limites acceptables pour le cadre statutaire du lycée ; il est congédié et repris dans une prépa au lycée Jean-Baptiste Say. Je n'ai pas pu retrouver la cause exacte de cette exclusion à quelques mois des concours, je suppose que le coup d'état d'Alger le 13 mai 58 et sa légalisation par une assemblée nationale qui s'est couchée (l'expression est de Mendès-France) a dû porter la révolte de Michel à son comble.

Reçu au concours de l'Institut d'Optique, il y rentre en octobre 1958 et y poursuit son activité militante. Il rencontre en 1959 sa future femme qui milite comme lui au parti communiste et ils se marient en 1960 pour pouvoir aller au ski (les traditions

bretonnes pèsent encore sur les parents et la famille, on ne peut pas vivre en couple sans être mariés...)

En février 1961, le limogeage de Marcel Servin et Laurent Casanova qui animaient les actions du PCF en direction des intellectuels ouvre la crise de l'UEC que le Parti ne pourra reprendre en main qu'en 1965. Michel est acteur de cette crise et, aussi bien à sa cellule locale que dans l'UEC, il adopte une position proche de celle qui commence à se développer dans le parti communiste italien : polycentrisme et indépendance vis à vis du PC_URSS, affirmation du rôle des intellectuels comme fraction consciente du mouvement révolutionnaire, nécessité d'une rotation des responsables, transparence des débats collectifs et refus de la hiérarchisation du pouvoir, possibilité d'une troisième voie entre les deux blocs avec l'espoir ouvert par la victoire de Castro et Che Guevara à Cuba.

En 1959, Michel qui tentait d'être réformé à cause de sa mauvaise vue, découvre qu'il est réformé pour sa petite taille. Cela lui confirme la stupidité des règlements militaires : sa taille ne l'empêchait nullement de se battre, sa mauvaise vue en revanche était un handicap réel. Echappant à la conscription, il n'en est que plus solidaire des appelés.

Peu avant la fin de la dernière année, il est invité à quitter « volontairement » l'Institut d'Optique sans le diplôme d'ingénieur ; la direction de l'établissement lui fait comprendre que cela lui évitera l'opprobre d'être exclu et la mention de son exclusion dans son dossier .

Entre 1960 et 1962, Michel est mobilisé par la lutte chaque jour plus intense contre la guerre d'Algérie. Le manifeste des 121 (septembre 1960) appelle à l'insoumission. La torture et les corvées de bois conduisant aux exécutions sommaires sont dénoncées dans des journaux comme « Témoignage et documents », « Vérité-Liberté » qui bravent les interdits et sont diffusés par les militants étudiants. Les appelés ont fait échouer le coup d'état des généraux en avril 61, mais l'OAS multiplie les attentats et les attaques de personnalités favorables à la négociation d'Evian et au choix libre du peuple algérien. Des tours de garde sont organisés par les étudiants pour protéger les habitations des personnalités universitaires menacées comme Laurent Schwartz, Alfred Kastler... Michel organise cette action et y participe.

Au travers de ses contacts militants, il perçoit la liberté d'action que donne le milieu universitaire et la recherche. Il suit les cours du DEA créé par Evry Schatzman et, comme beaucoup de futurs astrophysiciens français, il est séduit par l'engagement

et l'intelligence incandescente d'Evry, lui-même membre du PCF et militant au SNESup.

A la suite du massacre des algériens qui manifestaient pacifiquement en masse dans Paris à l'appel du FLN le 17 octobre 1961, Michel participe activement aux manifestations interdites de solidarité avec la lutte du peuple algérien. En protestation contre les attentats de l'OAS, il est aussi dans la rue lors de la répression meurtrière de la manifestation du 8 février 1962 (8 morts écrasés sur les grilles du métro de Charonne), ainsi qu'aux obsèques de ces victimes ; la foule de plusieurs centaines de milliers de manifestants qui y ont assisté a sans doute contribué à accélérer les négociations d'Evian.

En 1963, à la sortie du 3^{ème} cycle, compte tenu de sa formation en optique, Michel est orienté par Evry vers le « Sous-service de physique astronomique » qui utilise la caméra Lallemand pour des observations au Pic du Midi et à l'OHP. Michel n'est pas vraiment enthousiasmé par les manipulations fastidieuses et contraignantes de cette caméra en verre et, bien que prenant part à toutes les activités, il ne s'y investit pas vraiment. Il commence à analyser de façon critique le mode de fonctionnement de ce groupe placé sous l'autorité distante d'André Lallemand et celle plus proche de Gérard Wlérick.

Plus tard il me décrira les locaux nouveaux, dans lesquels il n'a pas suivi le groupe de Wlérick, au bas de la tour solaire, comme « le village nègre » : la case centrale totalement obscure, accueille la caméra et protège de toute lumière les cathodes, les esclaves sont répartis dans les cases qui l'entourent, limitées dans leur extension par la case centrale et les couloirs attenants, ces cases ont des superficies inférieures à celles de tous les autres bureaux du bâtiment, les esclaves qui les occupent (dont les négresses) sont assigné(e)s à manipuler constamment les dewars pour apaiser la soif de l'objet du culte que l'on doit maintenir dans le froid.

On comprend pourquoi Michel, peu porté à être esclave, s'est associé à un groupe plus convivial et non hiérarchisé (Paul Felenbok, Bernard Fort, Jean-Pierre Picat, Jean Bérezné, Yves Zéau...) qui développe une caméra plus aisée à manipuler ; celle-ci est métallique, avec une vanne pour conserver le vide autour de l'optique électronographique lorsqu'on doit introduire ou extraire la cathode sensible.

3. La crise de l'UEC, « l'exclusion » du PCF

A cette époque, Michel est fortement impliqué dans l'engagement à l'UEC. Je pense l'avoir rencontré pour la première fois au congrès UEC de mars 1964 à Palaiseau. Les « pro-italiens », les orthodoxes (aussi appelés les « stals » par leurs adversaires), les trotskistes et les althussériens de l'ENS s'empoignent dans une confusion préfigurant mai 68. Michel est avec les italiens mais accepte des convergences possibles avec les althussériens. Lors de ce congrès, une alliance improbable est négociée dans les couloirs entre Roland Leroy (l'envoyé du bureau politique du PCF qui prépare la reprise en main de l'UEC et de Clarté) et Pierre Kahn « italien » qui était l'un des rédacteurs en chef de Clarté. Cela rend furieux les leaders des autres groupes, et le congrès assiste à une scène des « Marx Brothers » : Robert Leenhardt (Althussérien) invective Roland Leroy et le prend par les revers de sa veste pour le repousser de l'estrade. Bien plus tard Michel évoquait avec moi ce congrès de la division, comme préfigurant les divisions qui sont réapparues après les accords de Grenelle de mai 68.

Au congrès suivant à Montreuil en 65, les orthodoxes conduits par Hermier ramènent l'UEC et Clarté sous le contrôle du parti. Le bureau politique du PCF décide de nettoyer l'UEC et les cellules des éléments contestataires.

Michel ne sera pas autorisé à payer sa cotisation de membre du parti en 1966, il n'est plus convoqué aux réunions de cellule, il se retire du PC et de l'UEC. Le combat est transporté ailleurs, les ex-militants anti-stals de l'UEC vont se disperser dans d'assez nombreux groupes qualifiés de « gauchistes » par le parti ; ils seront les germes du mouvement de mai 68.

A une autre occasion plus festive, nous nous sommes rencontrés en avril 1964 dans une manifestation de près de 200000 personnes contre la force de frappe et les essais nucléaires. Dans le parc de Sceaux sous un soleil printanier. c'était une grande kermesse où les militants de l'Observatoire étaient venus assez nombreux ; rétrospectivement, je m'aperçois que, sur le mot d'ordre antinucléaire, toutes les divisions internes de l'UEC étaient étouffées par un mouvement massif de personnes qui ne se préoccupaient pas des combats idéologiques.

4. Le militant révolutionnaire du SNESup, bien avant 68

Pour consolider les souvenirs de mai 68, j'ai puisé dans l'article de Danielle Tartakowsky « Le SNESup en mai-juin 68 » qui est une référence incontournable si l'on veut reconstituer les turbulences dans lesquelles Michel évolua à cette époque.

Après ses débuts comme étudiant stagiaire à Meudon, Michel a fini par être recruté sur un poste du corps des astronomes. Il adhère à la section SNESup de l'Observatoire de Meudon où militent déjà James Lequeux, Jean-Louis Steinberg ... Assez vite, il se fait élire à la commission administrative du syndicat qui comporte une soixantaine de membres, puis il entre au bureau national en même temps qu'Alain Geismar en 1964. En 1965, la majorité du syndicat est dans la mouvance du parti communiste, la minorité plus hétérogène regroupe des membres du PSU, des catholiques progressistes, des mendésistes et des trotskistes. Michel est plutôt singulier dans cette minorité, il est sur les positions de la gauche du parti communiste italien, pour un syndicalisme révolutionnaire refusant d'être une courroie de transmission des partis politiques, pour une action à la base qui doit faire sauter le verrou d'une société sclérosée.

L'université, organisée par un statut datant de 1896, est en train de crouler sous l'arrivée des baby-boomers de l'après-guerre ; la sclérose institutionnelle empêche d'adapter l'université à ses missions essentielles. Le colloque de Caen en 1966, propose une réforme de structure statutaire sans aborder la question des moyens financiers et humains, ni la forme des enseignements. En gros, le problème de l'évolution du système est transféré à la gestion d'universités autonomes semblables aux universités américaines, sans que soit vraiment clarifié le mode de gestion de cette autonomie.

Très vite, deux positions s'affrontent dans le SNESup. La majorité considère que la crise de l'université s'explique par le manque de moyens, l'insuffisante formation des maitres, la séparation de l'enseignement et de la recherche, et enfin la sélection. La minorité, dans une motion « Syndicalisme ou corporatisme » co-signée par Michel, demande une révolution : « Les universitaires doivent démystifier l'idée que les moyens peuvent suffire, situer l'Université dans la société, révéler et mettre en action les forces de rupture ... du régime économique et social ». Pour réformer valablement l'université, il faut changer la société qui l'abrite.

Alain Geismar est élu secrétaire général du SNESup. Ce changement de majorité est en lui-même un signal avant-coureur de mai 68. Rentré au bureau national, Michel

va s'investir à fond dans l'application de la plateforme. En mars 1967, après être entré en contact suivi avec toutes les sections de Paris et de province, il publie avec Abraham Behar l'article « Pour une petite révolution culturelle à l'Université » dans le bulletin du SNESup.

Il est déjà parfaitement conscient de l'emprise croissante des mouvements gauchistes dans les revendications qui se radicalisent tant en France qu'à l'étranger. Il souligne que la conjoncture internationale est favorable à une prise de conscience révolutionnaire : la guerre du Vietnam s'intensifie, les bombardements massifs du Nord-Vietnam et des populations civiles commencés en mars 65 se poursuivront jusqu'en mars 68. Cuba tente d'échapper aux deux blocs en appelant la conférence tricontinentale à La Havane en 1966. L'URSS pousse les vietnamiens à négocier, alors que Pékin souhaite la victoire du Vietminh .

Dans le monde universitaire occidental se sont allumés des feux contestataires du capitalisme ; ceux-ci sont amplifiés par l'explosion démographique et préparent une sorte de tsunami. Les courants se partagent selon trois axes : (1) le romantisme révolutionnaire de Che Guevara, (2) l'orthodoxie des partis restés fidèles au PC-URSS qui sont pour la paix, le compromis et le désarmement négocié entre les deux blocs, et (3) la révolution culturelle et la victoire du peuple vietnamien sur l'impérialisme américain voulues par Pékin. Les troskistes et les italiens naviguent entre ces blocs. Par un retour à la base et grâce à l'action sur le terrain, ils souhaitent étendre le mouvement de contestation.

5. Michel et Mai 1968

A partir de mars 68, les événements se précipitent : Daniel Cohn-Bendit lance l'occupation de la faculté de Nanterre et le mouvement du 22 mars. Huit des « enrégés » de Nanterre doivent passer en conseil de discipline le 8 mai. La section « Lettres » de la Sorbonne et le bureau national de l'UNEF invitent le mouvement du 22 mars à tenir un meeting à la Sorbonne. Le recteur Roche panique à l'arrivée de la masse d'étudiants, dont certains sont munis de casques et de bâtons au cas où le groupe Occident de la faculté de droit viendrait perturber le meeting. Le recteur appelle la police qui arrête 574 manifestants dont Jacques Sauvageot, vice-président de l'UNEF, Daniel Cohn Bendit, Alain Krivine ainsi que d'autres têtes du mouvement contestataire né au début des années 60 dans l'UEC. Cette entrée de la police dans un sanctuaire universitaire est sans précédent, ce sera le détonateur de mai 68.

Au bureau National du SNESup Michel , avec Abraham Behar, contacte pendant la nuit et la matinée du samedi toutes les sections SNESup et recueille leur approbation unanime pour un appel à la grève générale dans les universités, grève illimitée avec occupation des lieux et débats dans les amphis. James Marangé, secrétaire général de la FEN qui était jusqu'alors peu enclin à s'engager aux côtés des gauchistes majoritaires au SNESup, est ébranlé par le résultat de cette consultation exhaustive et décide de contacter les centrales ouvrières CGT et CFDT pour étendre le mouvement.

Ainsi s'opère la jonction entre deux pôles du militantisme de gauche : d'une part, le courant assez spontanéiste du milieu universitaire (Mouvement du 22 mars, Comités d'action lycéens, UNEF et SNESup) ; d'autre part, les grandes centrales syndicales (FEN, CGT, CFDT). C'est cette jonction, un moment clef de mai 68, qui a conduit à la manifestation massive du 13 mai 68. Michel est un des acteurs principaux de cette jonction, car c'est la consultation de l'ensemble des sections qui a recréé temporairement l'unité dans le SNESup, et qui a sorti la FEN de son hésitation à se laisser entraîner par des irresponsables.

Dans la semaine suivante, le mouvement s'amplifie. Le 10 mai après une manifestation de près de 20000 étudiants s'achevant place Denfert Rochereau, des barricades sont dressées dans le quartier latin ; elles sont prises d'assaut par la police au milieu de la nuit, la dernière barricade tombe rue Thouin à 5h30.

Je crois me souvenir d'avoir vu Michel parmi les nombreux manifestants refoulés de la rue Gay Lussac et de la rue Thouin par les charges des CRS et encerclés dans l'ENS de la rue d'Ulm. A l'intérieur de l'Ecole, l'évacuation de ces manifestants était effectuée par le tunnel qui passait sous la rue Erasme et permettait ainsi de sortir par la rue Lhomond, à 200m de là, dans une rue qui était restée parfaitement calme. Plusieurs centaines de manifestants comme Michel et moi, ont emprunté cet échappatoire qui s'est refermé lorsque quelques excités ont envoyé des projectiles sur les CRS depuis les toits des laboratoires ; la sortie par la rue Lhomond a été à son tour bloquée mais il n'y avait plus personne, hors les élèves de l'ENS à se trouver à l'intérieur de l'encerclement .

Après cette nuit qui a vu les habitants du quartier soutenir les étudiants depuis les balcons d'où ils assistaient au spectacle, la France médusée a découvert à la télévision les débris des barricades et les voitures brûlées. Ces images ont sans

doute contribué à l'effacement de la droite française et de la majorité silencieuse, mais la libération de la parole dans les universités occupées, les sérigraphies placardées sur les murs, les reportages d'Europe 1 contrastant avec la censure de l'ORTF, ont alimenté la formation d'une énorme kermesse dans laquelle se sont rencontrées toutes les couches sociales.

Le 12 mai, l'UNEF, le SNESup, la FEN, la CGT et la CFDT finissent par se mettre d'accord pour « suivre la base » et lancent un appel à une grève générale et à une manifestation le lundi 13 mai, date anniversaire du « coup d'état » d'Alger. Ce jour-là, un million de manifestants à Paris et dans les grandes villes de province ont crié « dix ans ça suffit ». Comme beaucoup d'anciens de l'UEC nous avons cru qu'un processus révolutionnaire était enclenché. Michel défile comme tout le bureau national du SNESup avec l'UNEF, les CAL, le mouvement du 22 mars. Les grandes centrales syndicales FEN, CGT, CFDT sont regroupées derrière une autre banderole.

Un pays sans essence, des discussions spontanées entre personnes marchant aux milieux de rues livrées aux piétons et aussi aux ordures. Tout cela développe une ambiance de fête révolutionnaire.

6. Retour à la base : Verrières et Observatoire

Michel passe l'essentiel de son temps au bureau national à coordonner les sections de toutes les universités engagées dans le mouvement, il apprend ce qui se passe à Verrières au service d'Aéronomie où la grève avec occupation décidée en AG le lundi 20 mai s'attaque directement à la direction du laboratoire par J.E. Blamont. Michel décide alors de retourner à la base pour réveiller Meudon et, dans une AG convoquée à la cantine, il galvanise l'inconscient révolutionnaire qui sommeille en chaque astronome en décrivant la mobilisation de Verrières. Il dénonce la structure des services de l'Observatoire, conçues sur le même modèle que le service d'aéronomie, il cible bien entendu les mandarins chefs de quelques-uns de ces services dont il a déjà acquis une bonne connaissance. Cette AG a marqué un tournant car, à partir de ce moment, il devient clair qu'il ne sera plus possible de conserver le statut de l'observatoire. La solidarité avec les « révoltés » de Verrières s'accompagne d'un intense débat sur la réorganisation des recherches à l'Observatoire.

En juin, Michel retourne à Verrières avec la casquette de membre du bureau national pour prendre part à l'accueil d' André Lebeau directeur des programmes du CNES . Celui-ci vient présenter la mission confiée à la commission d'enquête présidée par Alfred Kastler, le but était de proposer une solution au conflit qui risque de retarder les projets spatiaux. Lebeau, avant d'entrer dans le fort, aurait demandé à Michel de le prémunir de toute séquestration par les activistes opposés à Blamont. Ceci donne une idée du climat de tension qui régnait à Verrières... La scission du Service d'Aéronomie et la création du LPSP - qui deviendra plus tard l'IAS - constitue sans doute, dans l'astronomie, un des effets les plus visibles et les plus exemplaires de Mai 68.

7. La désagrégation du rêve révolutionnaire

Après les accords de Grenelle le 27 mai (qui n'ont en fait jamais été signés), les centrales syndicales consultent la base sur des résultats quantitatifs qui ne remettent pas en cause le modèle social. Michel, comme beaucoup d'anciens de l'UEC, a compris que les « appareils » politiques et syndicaux se résignaient au retour « au métro, boulot, dodo ». La participation du SNESup à la manifestation de Charléty, où Mendès-France et Mitterrand sont venus offrir leur service à la mise en place d'un gouvernement de transition, a divisé le bureau national. Nombre de ses membres, dont Michel, ne veulent pas porter appui à Mitterrand et considèrent que la révolution en marche se discréditera par ce retour en arrière. La jonction opérée le 13 mai commence à se désagréger.

Le 29 mai marque la fin du rêve. Le parti communiste appelle à manifester pour un gouvernement populaire. On croyait de Gaulle en partance à Colombey, il était allé voir Massu en Allemagne et le lendemain c'est le grand retournement : dissolution de l'assemblée nationale, énorme manifestation de soutien au gouvernement (près de 300000 personnes) sur les Champs-Élysées.

Michel, resté au Bureau National, dénonce les accords de Grenelle et soutient le boycott des élections. Il refuse d'entrer dans le jeu des négociations avec le ministère d'Edgar Faure qui lance une réforme de l'université en marche forcée. Il attaque la CGT, le PCF et, plus généralement, les « appareils » qui ont renoncé à l'action pour créer une société nouvelle : l'imagination n'est plus au pouvoir.

Le SNESup, comme ses militants de base, oscille entre deux positions contraires : (1) utiliser les dispositions de la loi Faure pour gérer les universités de façon plus

démocratique ou (2) dénoncer la participation comme un instrument visant à étouffer l'aspiration à une évolution radicale de la société et des rapports enseignants-étudiants dans l'université. Après le basculement de la majorité en 1969, le bureau national du SNEsup se trouve très majoritairement composé de partisans de l'action syndicale dans le cadre de la loi Faure votée par l'assemblée nationale. Michel cesse alors de militer au syndicat, le réformisme ne l'intéresse pas. En revanche il pense que l'imagination peut rester au pouvoir dans le cadre de son activité professionnelle.

8. Michel à l'Observatoire : le Manifeste.

Pendant les AG de mai et juin 68, la préparation de nouveaux statuts de l'Observatoire est vivement discutée. Michel y prend part, mais à partir du moment où la loi Faure impose son cadre aux établissements d'enseignement supérieur, cohérent avec sa position au BN, il se désintéresse d'un exercice de cogestion. En revanche, il se penche sur un problème qui illustre parfaitement la possible désintégration du système en place. Il s'agit de la question des contractuels CNES-INAG créés en masse dans les laboratoires spatiaux, notamment à Verrières que Michel connaît bien, mais aussi dans le département spatial que dirige son ami Jean-Louis Steinberg et dans la division technique de l'INAG qui prépare le CFHT et réside à Meudon. La grève déclarée par le SNTRS-CGT et le SGEN-CFDT éclate le 19 mai 69. Michel rappelle Jean-Louis Steinberg qui était en vacances en Grèce.

Au début de l'année, à la demande de Jean-François Denisse, directeur de l'INAG, Jean-Louis Steinberg avait présidé une commission chargée de faire des propositions pour régler les disparités qui apparaissaient entre les contractuels et les personnels CNRS. Il avait acquis un capital de confiance auprès des représentants syndicaux ; contrairement à certains directeurs de labos spatiaux, il n'avait pas la réputation d'un mandarin, et son implication dans les AG de mai 68 le situait très nettement du côté des contestataires ; de plus, c'était un ami personnel de Jean-François Denisse. Grâce à l'appel de Michel, et aux nombreuses discussions qu'il a eu avec JLS pendant les négociations, grâce à l'implication de JLS comme une sorte d'intermédiaire entre la direction de l'INAG et du CNES d'une part, et les syndicats d'autre part, la solution d'intégration progressive des contractuels dans des postes statutaires du CNRS a obtenu l'accord des deux parties. On voit là que le révolutionnaire Michel avait aussi gardé un sens pragmatique pour aider à régler les problèmes sur le terrain.

Le dernier acte de l'engagement politique de Michel est lié à sa volonté de donner un vrai sens à l'initiative scientifique dans l'élaboration de projets collectifs. Il refuse de laisser le conservatisme ou la défense d'intérêts acquis contrecarrer le développement de projets nouveaux. La seule façon de permettre une évolution des programmes scientifiques est d'assurer la définition des priorités par une prospective et des débats ouverts à tous ; une fois les priorités définies, il convient de redéployer les moyens humains et financiers en conséquence ; le pouvoir exécutif doit être délégué pour une mandature à des personnes dégagées de toute contrainte syndicale ou partisane. Bien souvent dans l'Observatoire, les syndicats ont attribué aux signataires des textes du Manifeste ou à leurs représentants dans les conseils, et en particulier à Michel, la volonté d'écraser les droits syndicaux. C'est un procès d'intention injustifié. Michel était à coup sûr contre la ligne réformiste des syndicats, mais leur reconnaissait le droit d'avoir cette ligne et, comme le prouve la question des contractuels, il a toujours respecté les luttes syndicales pour la défense des droits des personnels. En revanche, il était foncièrement opposé à l'intrusion des syndicats dans la direction et la mise en œuvre des priorités, car il a toujours refusé dans son principe la cogestion au niveau exécutif ; il considérait qu'elle introduisait la confusion des responsabilités.

Je voudrais enfin évoquer une cohérence toute relative de Michel, en ce qui concerne le régime des thèses. Il a toujours considéré les diplômes comme un des masques sociaux destiné à justifier les hiérarchies ; en conséquence, il n'a pas soutenu de thèse et, à ma connaissance, n'a jamais participé à un jury de thèse. En revanche, il a publié de nombreux articles avec des jeunes à qui il laissait la première place pour défendre leur candidature sur des postes d'entrée au CNRS ou à l'Observatoire. Nous dirons donc qu'il a contre son gré encadré des thèses.

Michel était une personnalité aux angles vifs et acérés, aux convictions tenaces enracinées dans une tête de breton, mais c'était surtout un meneur d'équipage qui gardait le cap. Ces qualités étaient associées à une très grande humanité. Michel portait une attention toute particulière à la formation et à l'enseignement des jeunes, car il savait qu'il était devenu ce qu'il était grâce à l'orientation que ses parents avait su guider. Sous une carapace « gaullo-gauchiste » (le terme est de son épouse) se cachait un être profondément humain.

Merci à Michel d'avoir tenté de nous emporter dans un monde réellement social .

Cette présentation est un portrait reconstitué, fait à partir de témoignages recueillis et de souvenirs personnels, mais que ce n'est en aucun cas un document historique. Le seul document historique fiable utilisé est l'article de Danielle Tartakowsky « Le SNESup en mai-juin 68 », pour le reste les aléas de la mémoire peuvent avoir trompé l'auteur de ce portrait et les témoins qu'il a consultés. Je remercie Abraham Behar, Jean Bérezné, Roger Bonnet, Danielle Briot, Thérèse Encrenaz, Nicole Feautrier, Bernard Fort, René Knoll, Isabelle Le Bourhis, James Lequeux, Jean-Marc Lévy-Leblond, Marc Rogalski, Evelyne Roueff, Brigitte Schmieder, Jean-Pierre Verdet qui ont bien voulu répondre à mes questions pour tenter de consolider les souvenirs collectés.